FAML ASBL
RUE DE LA CROIX DE FER 60-62
1000 BRUXELLES

BUREAU DE DÊPOT
BRUXELLES X
P801227

bpost
PB-PP | B-12281
BELGIE(N) - BELGIQUE

LAÏCITÉ MAGAZINE

N° 227 04.05.06/2025

ÉCOFÉMINISMES : POLITIQUES DU VIVANT



3 €

LA REVUE TRIMESTRIELLE DE LA FÉDÉRATION DES AMIS DE LA MORALE LAÏQUE



ÉDITO

Pourquoi s'intéresser à l'écoféminisme aujourd'hui ? Parce qu'il éclaire d'un jour neuf les crises majeures de notre époque. L'écoféminisme, à la croisée de l'écologie et du féminisme, révèle une racine commune aux oppressions subies par la nature et par les femmes : la logique de domination patriarcale et capitaliste qui exploite sans relâche les ressources naturelles comme les corps féminins.
S'intéresser à l'écoféminisme, c'est comprendre que la lutte contre la destruction de l'environnement ne peut être dissociée de la lutte pour l'égalité. Les femmes, souvent en première ligne face aux conséquences du dérèglement climatique, sont aussi porteuses de solutions innovantes et solidaires, que ce soit dans l'agriculture, la gestion des ressources ou la défense des droits humains. L'écoféminisme valorise ces savoirs et ces pratiques, trop souvent invisibilisés, et propose une transformation radicale de nos modes de vie.
C'est aussi une invitation à repenser nos liens : avec la Terre, avec les autres, avec nous-mêmes. En plaçant le « care », le soin, au cœur du projet politique, l'écoféminisme encourage la coopération, la sobriété et la justice sociale. Il relie les combats contre le sexisme, le racisme, le colonialisme et l'exploitation du vivant, affirmant que la justice écologique ne peut advenir sans justice sociale.
S'intéresser à l'écoféminisme, c'est refuser de choisir entre l'égalité et la planète. C'est reconnaître que l'émancipation des femmes et la protection du vivant sont indissociables, et que, pour bâtir un avenir durable, il faut écouter celles qui, partout dans le monde, inventent déjà d'autres façons de vivre et de résister.

Daniel Leclercq
Rédacteur en chef

Laïcité Magazine, comme la FAML dont elle est l'expression écrite principale, est une revue engagée dans la défense et la promotion des laïcités philosophiques et politiques. Les articles publiés s'inscrivent dans une ligne rédactionnelle cohérente et solidaire, en même temps qu'ils sont expression de la liberté intellectuelle de leurs auteurs et autrices. Nos lecteurs et lectrices voudront bien comprendre qe ces textes obéissent aux "lois du genre" adoptées : une étude, un dossier, une note de lecture, un éditorial, un texte d'humeur ne sont à l'évidence pas de même nature. C'est toujours avec plaisir et intérêt que nous accueillons en libres penseurs leurs observations, remarques et critiques.
Le comité de rédaction

Avec le soutien de : FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

DOSSIER ÉCOFÉMINISMES
4 - 25

6 L'écologie, la citoyenneté et la responsabilité individuelle : un discours politique problématique ? *Eva Raniolo.*
10 Le zéro déchet : une dose de bonnes intentions, une bouteille de patriarcat. *Zelda Moore.*
14 Terre, genre et résistence. Le projet AgroVida au cœur des écoféminismes. *Anna Saliba Nogueira.*
18 Déconstruire les normes pour cultiver l'avenir. *Juliette Perrinet - Julpi.*
24 Semer la sororité. Récit d'un chantier en non mixité avec les Brigades d'Actions Paysannes chez Cécile Pierre Au jardin des Abeilles. *Juliette Perrinet - Julpi.*
25 Pour aller plus loin.



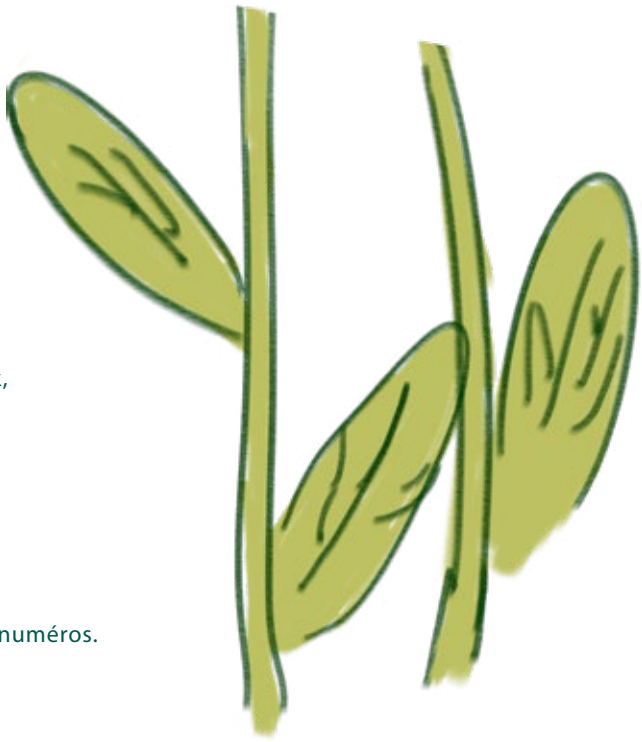


DIVERS
26 - 31

26 En images : *8M25 à Bruxelles*
30 Section Spéciale : Mauvais Genre







Rédacteur en chef : Daniel Leclercq.
Comité de rédaction : Patricia Keimeul, Jacqueline Luc, Chrisitne Mironczyk, Anne-Marie Vogels.
Ont collaboré à ce numéro : Anna Saliba Nogueira, Juliette Perrinet - Julpi, Vincent Dufoing, Zelda Moore.
Illustrations : Juliette Perrinet - Julpi.
Crédits photos : Anna Saliba Nogueira, Francis Duwyn.
Abonnements et secrétariat de rédaction : Etienne Coppens.
Design graphique et mise en page : Anna Saliba Nogueira.
Laicité Magazine est uniquement disponible par abonnement annuel de 4 numéros.
Belgique : 15€ - Union Européene : 18€
BNP Paribas Fortis - IBAN BE79 0000 7260 7833 BIC: GEBABEBBXXX
60-62 Rue de la Croix de Fer, 1000 Bruxelles.
Tél. 0456399865 | www.laicitemag.be
Editeur responsable : Christine Mironczyk.

La planète brûle, nos droits aussi.

Vincent Dufoing
Directeur de la cellule projets communautaires du CAL

Le CAL (Centre d'Action Laïque) et ses régionales mènent en 2025 la campagne d'éducation permanente « La planète brûle, nos droits aussi » qui traite de la lutte contre les atteintes à l'environnement et la justice sociale. A l'instar de celles qui ont eu lieu en 2023 et en 2024, cette campagne d'éducation permanente découle des conclusions de la Convention laïque 2022.

Pourquoi ladite Convention a-t-elle fait le choix d'investiguer la problématique du changement climatique et environnemental dans ses relations avec la laïcité ? Parce que à moyen et long termes, la soutenabilité de la lutte contre le changement climatique est une condition de la santé et de la viabilité de la planète. Parce qu'à très court terme, les moyens mis en œuvre ont et vont avoir un impact sur la démocratie et ses valeurs dans notre pays, en Europe et dans le monde. En effet, les catastrophes environnementales futures risquent de limiter un accès équitable aux ressources vitales qui sont les biens communs inhérents à tous les êtres vivants, dont les êtres humains, et qui vont être immanquablement mises en compétition. Il convient donc, dès maintenant, de défendre une exigence de justice sociale dans leur accès et leur répartition.



Les atteintes à l'environnement sont énormes et le seront encore plus à l'avenir. Elles sont la cause de catastrophes toujours plus nombreuses. Elles menacent l'existence de tous les êtres vivants en général et des êtres humains en particulier. Impactant en première ligne les personnes les plus vulnérables, elles constituent également une vraie menace pour les droits fondamentaux et le maintien d'une humanité juste et solidaire. Ce sont donc les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité et leur visée universaliste qui sont clairement en jeu.

S'il convient évidemment de participer à l'effort commun pour espérer pouvoir encore disposer à l'avenir d'un environnement vivable, il est aussi primordial de travailler en amont, à l'échelle du politique, à la défense

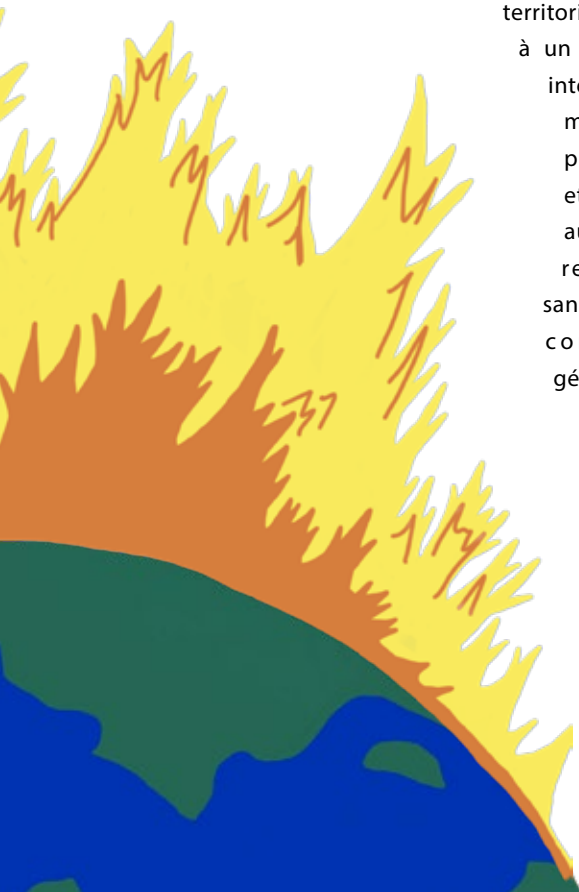
de la démocratie et de l'Etat de droit que des régimes autoritaires risquent de malmener au nom de la lutte pour la survie de l'humanité.

Dans la suite de la Convention, le CAL a commencé une première phase d'investigation en 2023 et 2024 par sa participation à quelques collaborations dont les « Rencontres Elysée Reclus » qui se sont tenues à Bruxelles, Mons, Charleroi, Liège et Namur et qu'il a soutenues. Ces rencontres ont permis de porter un regard original et critique sur la problématique et ont enrichi le bagage laïque en la matière en allant au-delà de l'inventaire des situations et périls.

La campagne d'éducation permanente 2025 est organisée autour de 3 axes :

« L'accès pour tous aux biens communs » :

Cette thématique traite de l'accès pour toutes et tous au logement, à l'eau, à la terre fertile, à l'alimentation, à l'air, à l'énergie, etc. Entre autres, elle interpelle l'accès matériel et financier à des logements durables ; elle questionne les enjeux liés à la rareté de l'eau potable dans une logique de privatisation ; elle permet une réflexion sur qualité et le prix de la production et de la consommation alimentaires ; elle permet de réfléchir au rapport entre les inégalités sociales et territoriales et l'accès à un air sain ; elle interroge sur la montée des prix de l'énergie et sur l'accès aux énergies renouvelables sans oublier les conséquences géopolitiques de la production d'énergie.



« L'importance du discours scientifique » :

Le discours scientifique est primordial car il est à la fois un instrument permettant de contrer le climato-scepticisme et le climato-négationnisme mais aussi un outil irremplaçable dans la lutte contre le changement climatique et la protection de la santé du vivant (« One Health »). Plusieurs domaines y sont abordés : la montée du climato-scepticisme et du climato-négationnisme et leurs raisons ; la valorisation des discours scientifiques et de leur autorité sur la problématique environnementale et son origine humaine face aux pratiques de désinformation ; la mise en valeur de la capacité du système à initier une transition climatique sociale et solidaire tout en réduisant les inégalités et celle de la prospection dans la démarche scientifique.

« La gouvernance démocratique et la transition écologique : un impératif » :

Cet axe permet d'objectiver le risque du glissement de nos démocraties vers le modèle autoritariste face à l'urgence environnementale en questionnant, entre autres, les rapports entre usage intensifs des énergies fossiles et les régimes autoritaires.

Il permet également de questionner la façon dont les régimes autoritaires et dictatoriaux pensent et mettent en œuvre la transition écologique ainsi que les impacts sur les libertés et droits individuels (l'exemple de la Chine).
Le phénomène de l'écofascisme est lui aussi abordé : fondamentalement raciste et anti-immigration, il vise à légitimer les inégalités et les structures d'exclusion et de domination au nom même de la préservation de la planète, du climat, de la nature, de l'environnement. Cet axe donne l'occasion aussi de questionner l'existence et les risques d'une « écologisation de l'extrême droite ».

Toutes les ressources internes du CAL, c'est-à-dire ses moyens humains, audiovisuels, ses relais sociaux, philosophiques et scientifiques développés au cours de ces dernières années ont été sollicités pour faire vivre cette campagne d'éducation permanente 2025. Les associations constitutives du CAL qui l'ont souhaité ont pris une place au sein de cette campagne, dont évidemment la Fédération des Amis de la Morale Laïque.

L'écologie, la citoyenneté et la responsabilité individuelle : un discours politique problématique ?

Eva Raniolo

Depuis les dernières élections de juin 2024, les mouvements écologiques européens font face à un constat qui pose question : en Belgique, avec 6,97% en Wallonie et 9,85% à Bruxelles, le parti Écolo est le grand perdant des élections de juin 2024[1]. En France, même chose pour le parti Europe Écologie Les Verts[2]. Le parti belge Ecolo, dans une démarche d'enquête citoyenne, met en lumière un paradoxe : 94 % des Belges veulent de l'écologie, mais seulement 7 % votent Ecolo[3]. Face à ce constat, le sociologue Jean Baptiste Comby nous dit : « les politiques écologiques n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs[4] ». Qu'est-ce que cela nous révèle-t-il ?
L'écologie est souvent présentée comme une responsabilité individuelle, appelant chacun à adopter des gestes quotidiens pour sauver la planète. Que l'on parle de l'achat de produits biologiques, de la rénovation énergétique ou de la mobilité durable, ces gestes, valorisés moralement dans notre société, demeurent souvent inaccessibles pour les plus modestes. La thèse de cet article portera sur les inégalités sociales que les pratiques et les discours écologiques révèlent, en croisant les travaux de Jean-Baptiste Comby, Matthieu Grossetête et Maël Ginsburger, qui offrent une analyse indispensable sur ce sujet. En analysant les dynamiques sociales, culturelles et économiques qui sous-tendent les pratiques écologiques et discours politiques, ces auteurs nous expliquent comment l'écologie actuelle peut reproduire des logiques de distinction sociale et d'exclusion.

Les milieux écologistes, constat de départ : une méconnaissance des sciences sociales

Jean-Baptiste Comby, docteur français ~~de~~ en sociologie, part du constat que les politiques écologiques n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs ces dernières années. Il en analyse les raisons en abordant les limites de ces mouvements dans son livre « Écolos, mais pas trop… ».
L'écologie actuelle est vaste : des mouvement radicaux, comme les Soulèvements de la Terre en France, les ZAD, jusqu'aux mouvements réformistes qui pratiquent du capitalisme vert. Ces politiques écologiques semblent opposées en tous points. Cependant, Comby indique qu'elles partagent beaucoup de caractéristiques communes, notamment par leurs origines sociales similaires ; fortement issues de classes sociales dotées d'un haut capital culturel, elles partagent des références et des codes culturels communs, creusant un fossé entre les militants/intellectuels écologistes et l'ensemble de la population.

A travers son enquête et ses nombreux entretiens, Comby a remarqué une autre caractéristique commune à ces mouvements, qui serait la méconnaissance des sciences sociales. Les écologistes seraient plutôt issus de formations sciences et vie (comme par exemple, les ingénieurs agronomes), plutôt éloignés des sciences sociales et des modes de politisation liées aux luttes de classe et syndicales. Cela entraînerait une faible compréhension des mécanismes sociaux, des hiérarchies et systèmes de domination, amenant une dépolitisation et négligence de la question des classes sociales dans les discours et les affects.

Comby explique alors une des conséquences de ce constat, observée dans les résultats de son enquête[5] : la croyance très présente dans les milieux écologistes que l'individu prime sur le collectif à travers l'impact de ses actions. Selon cette pensée, la société serait une addition d'individus,

1 Article Le Soir. *Elections 2024 : Ecolo ou l'impossibilité d'imposer les thèmes environnementaux*. tinyurl.com/lesoir2024ecolo

2 Article Le Pèlerin : *Européennes 2024 : les écologistes, grands perdants des élections. À qui la faute ?*

3 Article Ecolo : *Ecolo lance l'Enquête Populaire : une écoute en profondeur pour reconstruire une écologie à hauteur des attentes des Belges*

4 Jean-Baptiste Comby - *Écolos, mais pas trop. Penser l'enjeu écologique depuis les classes sociales* [Vidéo].

5 Comby, J-B. (2024). *Ecolos, mais pas trop... Les classes sociales face à l'enjeu environnemental*.

et c'est en changeant la mentalité de ces derniers par une prise de conscience écologique qu'ils changeraient leurs pratiques. Ainsi, l'objectif écologique pourrait être atteint. Cependant, les sciences sociales montrent que le collectif n'est pas composé d'individus les uns à côté des autres, mais en relation les uns avec les autres. Ce qui signifie que la société, c'est un système de relations qui sont hiérarchisées, avec des rapport de pouvoir et dominations, et donc des classes sociales[6]. Comby amène ensuite une proposition basée sur ce raisonnement : ce n'est pas le système de mentalités qu'il faudrait changer, mais bien le système de domination à travers lesquelles les mentalités se forgent. Une solution, selon lui, serait d'agir sur les institutions du social qui organisent les relations entre individus ; et aujourd'hui, ces relations sont directement impactées par des valeurs relayées par un système capitaliste et une politique néo-libérale, marquées par le culte de l'excellence, la performance, la productivité, la concurrence, la méritocratie, … Il part du principe que tant que nos relations sont imprégnées par ces normes, on ne saurait pas entièrement écologiser nos manières d'êtres, ni adhérer à un projet écologiste profond.

Bien qu'il ne dise pas cela impossible, les manières de vivre radicales actuelles liées à l'écologie ne sont cependant pas accessibles aux plus grand nombre, comme le fait de vivre dans des maisons écologiques, s'extraire du salariat, être dans l'autoproduction, accéder à des modes de vies et d'éducation alternatifs, … car celles-ci sont fortement liées aux ressources auxquelles nous avons accès, et donc à notre classe sociale. De plus, ce n'est pas seul que l'on rejoint ce genre d'organisations sociales, c'est un processus lent, long, qui demande des ressources économiques, sociales et culturelles. C'est donc possible, mais avec des conditions sociales très spécifiques et statistiquement, cela reste très faible.[7]

De plus, se concentrer sur l'objectif de changer les mentalités entraîne le fait de penser qu'il faut amener des discours, des imaginaires, de la pédagogie, pour que cela marche. Comby explique que ces méthodes ont en fait très peu d'effet sur nos manières de penser et de faire. Sociologiquement, nous fréquentons des personnes qui nous ressemblent en terme de classe sociale et cela va impacter nos intérêts, goûts, choix, affects (Bourdieu, La Distinction, 1979), nous allons donc avoir plus de chance d'adhérer aux mêmes idées que notre entourage. Comme il y a une proximité historique entre les professionnels de la culture (haut capital culturel) et les professionnels de l'écologie, il y a une proximité de classe et de codes sociaux, ce qui va les distinguer socialement des classes ayant un plus faible capital culturel. Cela est donc directement lié à la question des classes sociales.

L'écologie, une question de classes sociales

Comby termine son analyse en mentionnant le concept d'injustice environnementale, qui est un cumul de quatre inégalités sociales face à la crise climatique[8] :

Premièrement, les inégalités d'exposition : les groupes sociaux défavorisés sont historiquement plus vulnérables face aux inondations, aux catastrophes climatiques, exposés à la pollution.
Deuxièmement, les inégalités de contribution : ceux qui souffrent le plus sont ceux qui dégradent le moins l'environnement de par leur mode de vie.
Troisièmement, les inégalités d'accès : les groupe sociaux qui ont le plus accès et usage d'une forêt, d'une rivière, sont souvent les groupes dominants, comme le fait de posséder des espaces naturels, de les privatiser et d'en interdire l'usage populaire.
Et enfin, les inégalités de mobilisation, qui renvoient aux inégalités politiques : les groupes les plus vulnérables sont ceux qui ont le plus à perdre face à la crise environnementale, et sont en même temps ceux qui sont le plus exclus et ont le moins accès aux lieux où se fabriquent et se définissent des offres écologistes contemporaines.[9]

Ces inégalités démontrent le fait que l'écologie est bien une question de classe sociale. Cette question, Matthieu Grossetête, docteur en sciences politiques et sociologue français, l'a aussi étudiée dans son enquête « Quand la distinction se met au vert », et il y démontre comment l'engagement écologique varie en fonction des positions sociales, puisque les modes de vies sont influencés par des différences sociales et économiques[10]. Il obtient plusieurs résultats à travers ses entretiens, et en arrivera à cette conclusion : l'écologie serait un marqueur social. Les pratiques écologiques n'étant pas neutres, elles sont influencées par les ressources économiques et culturelles que possèdent les individus, qui entraînent ensuite une distinction sociale. Concernant les ressources

6 Jean-Baptiste Comby - *Écolos, mais pas trop. Penser l'enjeu écologique depuis les classes sociales* [Vidéo].

7 Jean-Baptiste Comby - *Écolos, mais pas trop. Penser l'enjeu écologique depuis les classes sociales* [Vidéo].

8 Jean-Baptiste Comby - *Écolos, mais pas trop. Penser l'enjeu écologique depuis les classes sociales* [Vidéo].

9 Jean-Baptiste Comby - *Écolos, mais pas trop. Penser l'enjeu écologique depuis les classes sociales* [Vidéo].

10 Grossetête, M. (2019) . *Quand la distinction se met au vert : Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales*

économiques, les classes aisées adoptent des pratiques ostentatoires (logements écologiques, alimentation bio), tandis que les milieux populaires ont une sobriété subie, souvent invisible. Par rapport aux ressources culturelles, les diplômés à faibles revenus valorisent leur mode de vie écologique comme un choix, alors que les plus riches, mais peu cultivés, se montrent souvent indifférents ou sceptiques. L'écologie, selon les résultats de Grossetête, est interprétée comme une responsabilité individuelle, une éco-citoyenneté, qui devient un outil de distinction sociale par ceux qui ont le plus de ressources.

La norme d'éco-citoyenneté et la responsabilité individuelle : une injonction politique problématique

L'écologie n'affecte donc pas tout le monde de la même manière, et tout le monde n'a pas les mêmes moyens d'y contribuer. Mais si la question écologique est devenue une responsabilité individuelle, c'est qu'elle a été promue de cette manière par les institutions et politiques, encore aujourd'hui. Ce discours, combiné à une méconnaissance des sciences sociales, empêche de comprendre pleinement les dynamiques de classes et de domination qui influencent les enjeux environnementaux, ce qui rend la question encore plus complexe. A travers son article « De la norme à la pratique écocitoyenne », Maël Ginsburger, doctorant en sociologie, s'interroge sur la diffusion de cette norme écocitoyenne tout en la croisant avec des données statistiques sur les classes sociales.

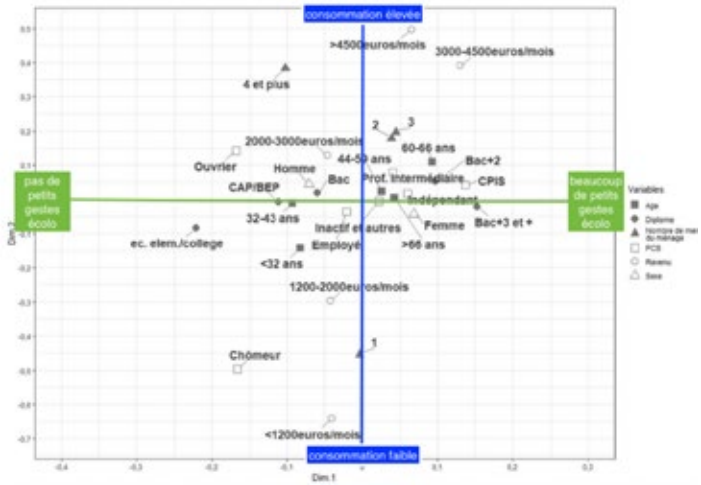
Depuis les années 1990, les institutions publiques françaises, comme le ministère de l'Écologie et l'ADEME (l'Agence de la transition écologique), ont encouragé les individus à adopter des comportements écologiques au quotidien. Ils ont basé cette démarche sur l'idée que les ménages, à travers leur mode de vie, seraient responsables de 72 % des émissions carbone mondiales[11]. C'est dans ce contexte que naît le concept «écocitoyen», un individu qui pense à l'impact de ses actions sur l'environnement, aujourd'hui et dans le futur, en triant ses déchets, en consommant moins d'énergie, ou en achetant des produits respectueux de l'environnement. Ces injonctions sont diffusées aux travers de campagnes de communication, de programmes éducatifs ou de création de labels écoresponsables.[12]

11 Ginsburger, M. (2020) . *De la norme à la pratique écocitoyenne Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté*

12 Ginsburger, M. (2020) . *De la norme à la pratique écocitoyenne Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté*

A partir de ce constat, Ginsburger analyse le rapport entre la norme d'écocitoyenneté et la position dans l'espace social, sous forme d'un graphique, à lire de cette manière : de droite à gauche, le fait d'être très peu à fort sensible à l'écologie et aux petits gestes pour l'environnement. De haut en bas, le fait de consommer faiblement, à fortement.

L'écologie du geste, qui regroupe des pratiques comme le tri des déchets ou la réduction de la consommation énergétique, n'est pas adoptée de la même manière



par tout le monde dans la société. Ginsburger observe qui adhère à l'écologie du geste, qui n'y adhère pas, et pourquoi. Ce phénomène dépendrait de plusieurs facteurs : le genre, l'âge, les ressources culturelles, le revenu et la profession. Plus le niveau diplôme est élevé, plus les personnes sont sensibles à l'écologie du geste ; on y retrouve les classes moyenne et supérieure (cadres, profession intermédiaires), qui adhèrent aux normes écologiques promues par les institutions. Ginsburger explique qu'elles perçoivent ces normes comme valorisantes sur le plan moral et social, ce qui va les avantager symboliquement aux yeux de la société. Les ouvriers et personnes peu diplômées vont avoir tendance à moins adhérer à cette écologie du geste, qui s'explique par un mode de vie davantage dicté par des contraintes économiques.

L'écologie du geste révèle donc des différences importantes dans les modes de vie. Les classes populaires précaires, allant des chômeurs à personnes à faibles revenus, vivent dans des conditions socio-économiques qui impliquent une consommation minimale, de part des ressources limitées. Cela entraîne donc une exclusion de la société de consommation et des bienfaits de modes de vies promus par les politiques néolibérales, qui va amener un rapport négatif face à l'écologie du geste, voire des

politiques écologiques. Les ouvriers, faisant partie d'une classe populaire plus stable et intégrée, vont plutôt valoriser la consommation comme moyen d'affirmer leur place dans la société, société de consommation, capitaliste et inégalitaire : « consommer, ce n'est pas seulement dépenser ni acquérir des biens matériels, c'est bel et bien prendre sa part de la vie sociale[13] ».

Des mouvements écologiques populaires : réappropriation du sujet et résistance face aux inégalités de classe

Le constat de la perte de vitesse de l'écologie alors que la crise environnementale est de plus en plus urgente est bien sûr effrayant. Cependant, même si les résultats des élections européennes globales laissent penser que c'est le cas, il n'y aurait pas un total rejet ni manque de préoccupation populaire de l'écologie[14]. Comby formule l'hypothèse que cette écologie telle qu'elle est faite et portée aujourd'hui par les dominants (en citant le parti EELV en France, équivalent à ECOLO en Belgique), avec par exemple des campagnes qui avaient comme mot d'ordre la douceur et le vivant, créent une dissonance avec la réalité et les violences politiques que vit la population. Le jugement moral et culturel des classes politiques et des classes aisées, fortement dotées en capital culturel, sur les goûts et pratiques des classes populaires créent du ressentiment et est vu comme punitif, ce qui amplifie cette dissonance.

Cependant, il ne faut pas tomber dans un piège essentialiste qui sous-entendrait un manque de résistance des classes populaires face à ces dynamiques. Des mouvements écologiques populaires naissent et nous montrent cette volonté de se réapproprier la question climatique, en la liant directement à la lutte des classes. C'est le cas de Banlieues Climat, une association qui vise à fédérer et sensibiliser les quartiers populaires sur les questions climatiques, afin de créer les conditions permettant aux habitants d'être acteurs de changements et de décisions qui les concernent directement[15]. Leur objectif est d'accompagner les personnes vulnérables en leur « (re)donnant accès aux savoirs scientifiques dont elles ont été dépossédées, afin qu'elles puissent reprendre leur pouvoir économique », ainsi que de montrer que ces habitants sont « une force indispensable et nécessaire de la lutte contre les inégalités environnementales. »[16]

Conclusion

Cet article avait comme objectif principal de mettre en évidence les limites des projets politiques écologiques tels qu'ils sont appliqués aujourd'hui, dans un système capitaliste, sans prendre en compte les rapports de domination et les classes sociales. L'accent mis sur la responsabilité individuelle détournerait l'attention des injustices environnementales, qui frappent plus durement les classes défavorisées. De plus, selon l'enquête sociologique de Jean-Baptiste Comby, la méconnaissance des sciences sociales dans les milieux écologistes rendrait les objectifs plus difficiles à atteindre et laisserait de côté les personnes fortement concernées par le changement climatique. Matthieu Grossetête rejoint ce constat concernant les inégalités de classe sociale, en expliquant que l'individualisation de la responsabilité écologique entraîne une distinction sociale des classes les plus aisées, au détriment des classes défavorisées. Enfin, Maël Ginsburger nous explique comment cette responsabilité écologique, qu'il appelle norme écocitoyenne, apparait suite aux injonctions écologiques venant des institutions et des politiques, et nous permet de comprendre pourquoi certaines personnes y adhèrent et d'autres non, en fonction de la position sociale.

Ces arguments portés par ces trois experts mettent donc en lumière un paradoxe, qui nous montre que l'écologie en tant que projet politique, aujourd'hui, est instrumentalisée comme un outil de distinction sociale, révélant les inégalités au lieu de les réduire, mais nous montre aussi que, l'écologie ne peut pas être séparée de la question des inégalités de classe. Comme le dit cette phrase qui nous vient de Chico Mendes, militant syndicaliste brésilien : l'écologie sans lutte de classes, c'est du jardinage. Enfin, les mouvements de résistance populaire comme Banlieue Climat nous montrent que les classes populaires ne sont pas passives ni dans un rejet total face à la question climatique, contrairement à ce que les résultats des élections peuvent sous-entendre. L'hypothèse de Comby selon laquelle la population n'est pas dans le rejet des politiques climatiques à cause d'un manque de préoccupation mais plutôt d'une dissonance et du ressentiment liés aux inégalités de classe, nous permet de comprendre qu'une écologie qui progresse sans toucher aux hiérarchies sociales doit être remise en question.

13 C. Baudelot et R. Establet. Maurice Halbwachs : consommation et société, p. 101

14 Jean-Baptiste Comby - *Écolos, mais pas trop. Penser l'enjeu écologique depuis les classes sociales* [Vidéo].

15 Banlieues Climat. *L'émancipation grâce aux enjeux climatiques dans les quartiers populaires*

16 Banlieues Climat. *L'émancipation grâce aux enjeux climatiques dans les quartiers populaires*



Le zéro déchet : une dose de bonnes intentions, une bouteille de patriarcat

Zelda Moore

Dans cet article, l'autrice se réfère exclusivement aux "personnes cisgenres" (une personne qui est en harmonie avec le genre qui lui a été attribué à la naissance) pour des raisons de clarté et de contexte, tout en reconnaissant l'importance de respecter les différentes identités de genre.

Retour en 2020, la Belgique est alors confinée suite à la pandémie de la COVID-19, une période difficile pour beaucoup mais qui sera également le moment d'une véritable introspection qui permettra au mouvement Zéro Déchet de se faire mieux connaître. C'était alors le début de la fascinante époque où l'on pétrissait notre propre pain, on fabriquait de la lessive avec du lierre, et, pour les plus déterminé.e.s, on se lançait dans la confection de papier toilette lavable. Mais qui est ce fameux "on" ? Il s'avère que la majorité des adeptes de ces gestes écologiques étaient... des femmes. Eh oui, pendant que certains s'occupaient de leur nouveau rôle de champions de l'apéro sur Zoom, d'autres pesaient scrupuleusement du bicarbonate de soude pour sauver la planète une lessive à la fois.

Le zéro déchet en vrac

Le mouvement Zéro Déchet est un mode de vie écologique qui prône la réduction drastique de la production de déchets pour limiter notre impact environnemental. Il invite à revoir en profondeur nos habitudes de consommation et à privilégier des pratiques plus durables. Acheter en vrac, réparer au lieu de jeter, fabriquer soi-même des produits du quotidien ou encore composter ses déchets organiques sont autant de piliers de cette philosophie.

Ce mouvement est inspiré par des figures comme la blogueuse Béa Johnson, qui a transformé une démarche personnelle en un véritable phénomène mondial. Originaire d'Avignon, installée aux États-Unis, elle a publié en 2013 le livre Zéro déchet, comment j'ai réalisé 40 % d'économie en réduisant mes déchets à moins de 1 litre par an ! L'ouvrage se veut comme un guide pratique basé sur sa propre expérience de réduction des déchets au sein de sa famille. Elle y détaille sa méthode en cinq étapes : refuser, réduire, réutiliser, recycler et rendre à la terre (traduction de l'anglais rot, « composter ») . Ce système, connu sous le nom des "5 R", encourage à repenser chaque geste du quotidien pour minimiser son impact environnemental.[1] Ce n'est pas seulement une méthode de réduction des déchets, mais un véritable mode de vie qui met en avant des valeurs d'éthique, de durabilité et de résilience.

Les femmes, ces petits êtres sensibles

Les études sociologiques révèlent que les femmes sont généralement plus sensibilisées aux enjeux écologiques que les hommes. Une analyse menée par Mintel en 2018 indique que, par exemple, 71 % des femmes déclarent avoir adopté davantage de pratiques écoresponsables au cours de l'année écoulée, contre seulement 59 % des hommes. Cette différence se reflète particulièrement dans

1 Contributeurs aux projets Wikimedia. (2025, Avril). 5 R du zéro déchet. fr.wikipedia.org

des actions concrètes comme le recyclage, la réduction de la consommation d'eau et d'énergie.[2]

D'ailleurs, si nous faisons un rapide tour dans les ateliers zéro déchet, sur les blogs, dans les conférences, les groupes de discussion ou encore dans les rayons des librairies où trônent les guides pratiques de l'écologie au quotidien, on observe une tendance lourde : le public, les auteurs, les intervenants sont majoritairement féminins. En 2018, l'association Zéro Déchet Touraine rapporte que près de 64 % de ses adhérent.e.s sont des femmes, et que 5 des 6 membres de son conseil d'administration sont féminins.[3]

« J'ai environ 95 % de femmes dans mes ateliers », confiait aussi Joséphine Dabilly, animatrice d'ateliers zéro déchet à Nantes au média indépendant Reporterre. Elle ajoute : « la présence d'un homme est donc exceptionnelle. De même, ce sont majoritairement des femmes qui me suivent sur les réseaux sociaux. »[4]

Une charge mentale de plus, version lavable et compostable ?

Pour rappel, dans l'Union européenne, la répartition des soins domestiques non rémunérés reste loin d'être égalitaire. Dans un foyer traditionnel hétérosexuel, 81 % des femmes se livrent à du travail domestique non rémunéré au quotidien, contre 48 % des hommes. Pour les parents d'enfants de moins de 18 ans, 88 % des mères endossent ces responsabilités chaque jour, contre 64 % des pères.[5]
Cette répartition inégale ne se limite d'ailleurs pas au travail domestique non rémunéré traditionnel tel que les tâches ménagères. Elle s'étend donc bien évidemment aux démarches écologiques liées au mode de vie Zéro Déchet. Se préoccuper par exemple d'emporter des contenants réutilisables pour les courses, de fabriquer des produits ménagers et d'hygiène, de trier les déchets ou de dénicher les meilleures adresses pour acheter en vrac se révèle être un poids de plus porté par les femmes.

Les campagnes publicitaires ne font évidemment que renforcer cette perception en ciblant majoritairement les femmes et en les présentant comme les icônes du zéro déchet, tandis que les hommes sont rarement mis en avant dans ces initiatives. Un exemple marquant de cette dynamique est le modèle commercial de Michelle Fentiman, propriétaire de la boutique zéro déchet Without Co. à Calgary, où plus de 90 % de la clientèle est féminine. Elle cible spécifiquement les femmes en répondant à leurs besoins de consommation, avec des produits perçus par notre société traditionnelle comme destinés à elles, tels que des lingettes démaquillantes réutilisables, des cosmétiques remplissables ou des protections menstruelles lavables[6].

Le zéro déchet perpétue donc, bien malgré lui, les dynamiques genrées qui structurent la répartition des tâches ménagères et alourdit la charge mentale des femmes. Ce sont elles qui, en grande majorité, intègrent ces pratiques dans leur quotidien, jonglant entre le compost, la crème à récurer et le dentifrice maison, en plus de tâches domestiques qui sont déjà inégalement réparties. Cet investissement passe d'autant plus inaperçu qu'il résonne avec l'idéal sociétal de la femme attentionnée, dévouée au bien-être des autres, celle qui veille à la santé de sa famille, à la propreté du foyer, et désormais… à la préservation de la planète au quotidien.

Rappelons que, les femmes ne sont pourtant pas biologiquement plus enclines à protéger une planète en souffrance, pas plus qu'elles ne le sont à soigner, nourrir ou consoler. Il n'existe pas de "nature féminine" douce et empathique, tout comme il n'y a pas de "nature masculine" agressive et dominante. Ce sont les normes sociales qui

2 UK women try to live more ethically than men. Mintel. www.mintel.com/press-centre

3 Zéro Déchet : Merci les femmes ! | Zéro Déchet Touraine. Zéro Déchet Touraine. Disponible sur : www.zerodechettouraine.org

4 Chauvin, H. (2020, 2 juin). Au sein des foyers, les tâches écologiques retombent sur les femmes. Reporterre. Disponible sur reporterre.net

5 Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. (2020). Inégalités entre les hommes et les femmes dans les activités de soins et en matière de rémunération dans l'UE [PDF].

6 Radio-Canada. (2020, 2 juin). Zéro déchet : les femmes et la charge mentale. Disponible sur ICI Radio-Canada : ici.radio-canada.ca



associent les femmes aux tâches invisibles du "care", à ce travail patient et quotidien de maintien du bien-être collectif.

Merci Jérémie

Cela dit, les hommes agissent eux aussi pour protéger l'environnement, mais souvent différemment. Ils ont tendance à privilégier des actions plus visibles et technologiques, telles que l'achat de voitures hybrides ou électriques ou encore l'investissement dans des solutions énergétiques innovantes. Ces choix, souvent coûteux et spectaculaires, leur permettent d'affirmer une certaine influence ou un statut social. Ils sont également plus présents dans les initiatives entrepreneuriales ou les secteurs de la transition écologique liés à l'ingénierie, à l'industrie ou à la recherche technologique, domaines qui bénéficient d'une visibilité accrue et de financements importants. Ce déséquilibre contribue à renforcer une hiérarchisation des rôles : aux hommes les innovations et les grandes décisions, aux femmes les tâches ingrates et chronophages de l'écologie domestique.

Des figures masculines médiatisées, comme Jérémie Pichon, jouent un rôle clé dans la déconstruction des stéréotypes de genre liés au Zéro Déchet. Militant associatif pour des ONG environnementales, il a su populariser une approche pragmatique et accessible de la réduction des déchets dans les foyers. À travers ses conférences, ouvrages et témoignages, Jérémie démontre que les hommes peuvent non seulement s'investir pleinement dans la sphère domestique et écologique, mais aussi en devenir des acteurs inspirants. Sa démarche met en lumière que l'écologie n'est pas une question de genre, mais bien une responsabilité collective.

Des recherches ont révélé que certains hommes hésitent à adopter des comportements zéro déchet par peur de compromettre leur identité de genre. Une étude publiée en 2016 dans le Journal of Consumer Research explique que le stéréotype "écologie-féminité" incite les hommes à éviter des gestes comme utiliser des sacs réutilisables ou opter pour une alimentation vegan, pour préserver une image machiste.

Pourtant, lorsque des hommes s'engagent dans des pratiques Zéro Déchet, ils reçoivent souvent plus de valorisation sociale que les femmes, un double standard persistant. Là où les femmes se heurtent à une injonction au « care » dans la sphère domestique sans reconnaissance particulière, les hommes qui adoptent ces gestes écoresponsables se voient souvent considérés comme des modèles. Ce phénomène ne fait que renforcer l'idée que les femmes doivent porter le poids des actions quotidiennes, tandis que les hommes bénéficient d'une reconnaissance disproportionnée dès qu'ils appliquent ces pratiques.[7]

Conclusion

Les femmes sont encore largement sous-représentées dans les instances de décisions : seuls 35 % des membres des délégations permanentes à la COP 26 sur le climat étaient des femmes[8]. Négliger les inégalités de genre dans la lutte écologique, c'est risquer de renforcer des stéréotypes persistants. Le zéro déchet en est un exemple frappant. Souvent laissé à la charge des femmes, il les épuise dans la gestion domestique et les éloigne des espaces collectifs, des débats politiques et des innovations. Pendant ce temps, les hommes occupent les secteurs de pouvoir de la transition écologique, ceux qui façonnent l'avenir, excluant les femmes de décisions clés et d'innovations essentielles à une transformation réellement inclusive et durable. Seule une répartition équitable des rôles et une mobilisation partagée permettront d'assurer une transition écologique juste et réellement transformative.

7 Brut. (2023, 18 novembre). Les femmes sont-elles plus écolos que les hommes ? [Vidéo]. Brut. Disponible sur www.brut.media

8 Conseil économique, social et environnemental. (2023). Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique [PDF]. Disponible à l'adresse www.lecese.fr



*Illustration inspirée de la photo de Pablo Albarenga.

Terre, genre et résistance

Le projet AgroVida au cœur des écoféminismes

Anna Saliba Nogueira

Même si de nombreuses recherches ont été et sont encore menées sur l'écologie, la crise climatique et les féminismes, les écoféminismes demeurent encore peu explorés. En 2023, j'ai consacré mon mémoire de Master de spécialisation en études de genre à l'Université Catholique de Louvain à cette thématique, à travers une recherche intitulée « Écoféminismes en Amazonie : Une étude multiniveaux du Projet Socio-Environnemental AgroVida dans la région d'Alto Solimões »[1]. Ce travail visait à mettre en lumière les écoféminismes et, en particulier, valoriser les savoirs et les pratiques des femmes autochtones.

A travers le projet analysé, AgroVida[2], mené par Josiane Ticuna – une femme leader de la communauté Tikuna[3] en Amazonie – j'ai cherché à articuler les écoféminismes, justice environnementale et égalité de genre. Il incarne pleinement les principes écoféministes à travers une mobilisation locale face à des enjeux globaux. Josiane se distingue comme figure centrale de la lutte pour la préservation de son territoire et de sa culture, dans un contexte marqué par l'exploitation intensive des ressources naturelles, la pression foncière et les incursions de groupes religieux conservateurs. Elle fédère sa communauté autour d'initiatives agroécologiques qui défendent à la fois l'environnement et les droits collectifs des peuples autochtones.

Il n'est guère surprenant qu'un projet de ce type soit porté par une femme : ce sont en effet les femmes qui pâtissent le plus de la dégradation environnementale et qui, en conséquence, s'engagent au premier plan. Leur participation active aux luttes socio-environnementales ne relève pas d'une simple coïncidence : confrontées quotidiennement aux impacts de l'exploitation des ressources, elles développent des stratégies collectives et des savoir-faire agroécologiques pour préserver la biodiversité et les modes de vie communautaires.

Comme l'affirme Silvia Federici[4], « Les femmes indigènes sont au cœur de la résistance face à l'exploitation coloniale et capitaliste. Elles sont les premières à être affectées, mais aussi les premières à se mobiliser ». Leur action locale, bien que souvent invisible aux yeux des décideurs/décideuses, constitue une forme puissante de résistance, porteuse d'alternatives durables.

Écoféminismes, au pluriel : luttes et articulations théoriques

Avant tout, apportons quelques définitions : les écoféminismes reposent sur l'idée que la subordination des femmes et l'exploitation de la nature proviennent de la même logique patriarcale et néolibérale. D'un côté, la dévalorisation des corps et des savoirs féminins ; de l'autre, la marchandisation de la Terre et de ses ressources[5] : ces dynamiques sont indissociables et se renforcent mutuellement.

Le concept d'« écoféminisme » a été introduit dans les années 1970 par Françoise d'Eaubonne, qui lui a donné une reconnaissance en milieu universitaire. Son apport a permis de combler une lacune : le peu de place accordée à la dimension de genre au sein des mouvements environnementaux. Par la suite, des chercheur·e·s féministes ont insisté sur la nécessité d'un regard

1 SALIBA NOGUEIRA, Anna Alice. *Écoféminismes en Amazonie : une étude multiniveaux du Projet Socio-Environnemental AgroVida dans la région d'Alto Solimões | Mémoire UCL*. 2023. Disponible en ligne - UCLouvain.

2 *AgroVida* (NAÃNE ARÜ MA'Ü, en Ticuna, qui signifie « Terre et Vie »).

3 Tikuna ou Ticuna, les deux sont acceptées.

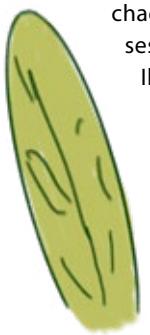
4 Federici, Silvia. *Caliban and the Witch : Femmes, corps et accumulation primitive*. Autonomedia, 2004

5 Rosendo, D.; Kuhnen, T. (2021) Ecofeminismos. *Blogs de ciência da Universidade Estadual de Campinas: Mulheres na Filosofia*, V .7 , N.2, p.16-40. [PDF] www.blogs.unicamp.br/mulheresnafilosofia/wp-content/uploads/sites/178/2021/05/Ecofeminismos.docx.pdf.

genré pour rendre visibles les expériences spécifiques des femmes et des groupes marginalisés dans la crise écologique.

Les écoféminismes se déploient simultanément sur plusieurs niveaux. Sur le plan local et communautaire, ils s'appuient sur des pratiques agroécologiques, des savoirs traditionnels et des modes d'organisation collective portés par les???. Sur le plan politique et institutionnel, ils se manifestent par des revendications de droits, une participation accrue aux instances de décision et l'élaboration de politiques publiques sensibles au genre. Enfin, sur le plan épistémique et académique, les écoféminismes produisent des savoirs critiques, déconstruisent les paradigmes scientifiques dominants.

Le pluriel rend compte de la multiplicité des approches et des stratégies, même si elles convergent vers un même objectif de justice environnementale et de justice de genre. Il n'existe pas un modèle unique : chaque contexte, chaque communauté, chaque courant théorique apporte ses propres outils d'analyse et ses modes d'intervention. Il est également nécessaire de souligner ~~ponctuer~~ que nombre de femmes engagées dans des luttes socio-environnementales n'emploient pas nécessairement le terme « écoféminisme », mais leurs actions incarnent ses principes.



Femmes & autochtones

Les peuples autochtones, bien qu'ils représentent seulement 5 % de la population mondiale, font partie des 15 % les plus pauvres de la planète et subissent au premier plan les conséquences de la dégradation environnementale : migrations forcées, accès limité à l'éducation et aux soins, violences de genre, pressions d'assimilation culturelle, pauvreté et exclusions multiples[6].

Pour en donner un exemple, bien que la région amazonienne abrite la plus grande réserve d'eau douce au monde, l'eau potable n'est pas accessible à toutes et à tous en raison de la pollution des déchets laissés dans l'environnement qui s'écoulent dans les rivières et les nappes phréatiques[7].

Dans ce contexte, les femmes autochtones sont doublement vulnérables : en tant que femmes et en tant que membres de communautés marginalisées. Elles assument la majeure partie du travail de subsistance et la transmission des connaissances traditionnelles—techniques agricoles ancestrales, artisanat, savoirs forestiers.

Le projet AgroVida : l'écoféminisme en action

Le projet AgroVida, fondé et coordonné par Josiane Ticuna depuis 2015, opère dans les régions de l'Alto et du Médio Solimões (frontières brésilienne, colombienne et péruvienne).

Face aux menaces accrues sur la forêt amazonienne – une situation que le récent accord MERCOSUR–UE est très susceptible d'aggraver[8] – AgroVida se définit comme une initiative socio-environnementale et philanthropique dont l'objet est de renforcer la souveraineté alimentaire des communautés autochtones, réduire l'impact de l'exploitation des ressources et combattre les discriminations envers les traditions locales et les femmes indigènes.

Josiane Ticuna, anthropologue diplômée de l'Universidade Federal do Amazonas et militante écoféministe, a conçu le projet de manière autonome, avec l'appui d'autres femmes autochtones de sa communauté. AgroVida s'étend aujourd'hui pas seulement au peuple Tikuna, mais aussi Kambeba, Kokama, Kaixana, Witoto et Madija Kulina.

Les actions principales se déclinent en ateliers communautaires modulables, adaptés aux besoins exprimés localement :

- **Agroécologie et souveraineté alimentaire :** jardins biologiques dans les écoles pour remplacer les repas industrialisés ; pratiques sans-brûlis (ajuri)[9] pour préserver la fertilité du sol ; cuisine autochtone traditionnelle.

6 (UNESCO & UNAIDS, 2021).

7 *O que são Terras Indígenas? | Terras Indígenas no Brasil*. (n.d.). terrasindigenas.org.br/pt-br/o_que_sao_terras_indigenas

8 Recommandation de lecture : *Libéralisation de l'agriculture, jusqu'où ira l'Europe ? L'agriculture européenne sacrifiée sur l'autel du libre marché ?* Juliette Perrinet. Laïcité Magazine nº 225.

9 Les cultures sans brûlis (*ajuri*) sont également des alternatives pour une agriculture plus durable. Il est courant de brûler le sol pour "nettoyer" la terre et commencer à planter, mais cette pratique appauvrit le sol et rend impossible son utilisation répétée.

- **Infrastructures durables :** collecte des eaux de pluie et toilettes écologiques[10] pour pallier la pollution de l'eau et garantir un assainissement de base.
- **Éducation et empowerment :** séminaires sur la sécurité alimentaire, la territorialité, la santé (prévention de l'alcoolisme et des MST), et conférences destinées surtout aux femmes indigènes pour renforcer leur rôle de leadership.

Le caractère écoféministe d'AgroVida réside dans son adaptabilité permanente : chaque nouvelle problématique soulevée par la communauté donne lieu à une réponse spécifique.

Un exemple concret raconté par Josiane : le cas des repas scolaires. Le projet AgroVida, en collaboration avec une autre association de femmes ticuna appelée Mapana, a réussi à modifier le menu de certaines écoles de la région, en remplaçant les aliments industrialisés par des aliments locaux et biologiques, et à les distribuer aux écoles de la région. Certaines écoles ont même adopté le jardin biologique, cultivé avec les enfants.

Le projet s'appuie sur un réseau de partenariats : la coordination régionale FUNAI de Tabatinga, l'Universidade Federal do Amazonas, des associations locales (notamment Mapana pour le programme de repas scolaires biologiques) et Conservation International, qui a accordé une subvention d'un an au projet en 2021. Malgré l'aide extérieure, la plupart des initiatives naissent de l'impulsion de Josiane, qui identifie les besoins, mobilise les acteurs – anciens, étudiant·e·s, bénévoles – et coordonne l'urgence des interventions.

Enjeux écoféministes pour l'avenir

Les écoféminismes, loin d'être une simple addition de luttes pour le climat et pour l'égalité de genre, constituent un horizon politique capable de réinventer les modes de gouvernance et de décision.

Josiane a déjà été invitée à occuper un poste au sein du gouvernement, mais elle a refusé, convaincue qu'elle peut être plus utile à sa communauté en agissant localement. D'autres femmes indigènes de sa communauté, comme Mislene — également interviewée — occupent en revanche des fonctions dans l'administration brésilienne et contribuent à l'orientation des politiques publiques. Leur présence est indispensable, grâce à leur connaissance du terrain.

L'étude du projet AgroVida illustre comment des initiatives enracinées dans les savoirs traditionnels et l'empowerment des femmes autochtones peuvent produire des solutions concrètes en matière de souveraineté alimentaire, d'infrastructures durables et plus de justice sociale.

Un des enseignements majeurs concerne la sous-représentation des femmes autochtones dans les instances décisionnelles. Les interviewées ont souligné que ce déficit de représentation n'est pas seulement une question de parité : il s'agit de garantir aux femmes un véritable pouvoir de parole et d'action pour répondre aux défis collectifs — perte de droits territoriaux, accès aux ressources, violences, pressions culturelles. Aborder ces inégalités par le prisme de la justice climatique signifie reconnaître que les décisions environnementales affectent différemment les genres et que l'inclusion des femmes autochtones est indispensable pour des politiques réellement efficaces et équitables.

Cette mise en garde appelle à maintenir le cap : seule une action continue, ancrée dans les principes écoféministes de justice sociale et environnementale, permettra de bâtir une Amazonie — et un monde — où les droits des femmes autochtones, et de toutes et tous, sont reconnus et respectés.

> *« Le changement urgent dans le scénario de crise socio-environnementale en Amérique Latine viendra de la valorisation des questions de genre et des peuples indigènes. La valorisation des femmes indigènes, quilombolas, paysannes, rurales et des communautés traditionnelles est essentielle à la préservation saine et équilibrée de la nature»*[11].



10 Toilettes sèches permettant le recyclage de la matière organique en humus (engrais) et la réduction de la pollution des nappes phréatiques

11 Ribeiro, H. M. (2020). As mulheres indígenas na regulação do clima da América Latina: Caminhos para um direito ecológico. P.68-69. Traduction personnelle.

Déconstruire les normes pour cultiver l'avenir

Juliette Perrinet

L'agriculture contemporaine fait face à de nombreux défis : érosion de la biodiversité, pollution croissante, disparition progressive des exploitations et revenus souvent insuffisants pour les agriculteur·rice·s. Au-delà de ces enjeux, une question essentielle mérite d'être posée : comment le prisme du genre éclaire-t-il les dynamiques et les transformations du monde agricole ?

Loin d'être un secteur neutre, l'agriculture s'est historiquement construite autour de normes masculines, valorisant une vision productiviste centrée sur la force, la technique et la maîtrise de la nature. Ce modèle a marginalisé les femmes, tant dans l'accès à la terre que dans la reconnaissance de leurs savoir-faire et de leur rôle au sein des exploitations.

Repenser l'agriculture durable implique donc de déconstruire ces héritages genrés, d'analyser les mécanismes qui perpétuent ces inégalités, et d'explorer les alternatives portées par des approches plus inclusives et égalitaires. Quelles sont les barrières encore rencontrées par les femmes aujourd'hui ? En quoi leur implication peut-elle contribuer à une agriculture plus respectueuse de l'environnement ?

L'agriculture conventionnelle et les normes masculinistes qu'elle véhicule a engendré des discriminations et révèle ses limites écologiques (Partie 1). Aujourd'hui encore, les femmes sont confrontées à plusieurs défis dans ce secteur (Partie 2). Pourtant, une agriculture portée par des femmes, offre des perspectives plus durables et équitables (Partie 3)

Il convient de préciser que cette analyse se concentre sur les pays occidentaux, notamment la Wallonie, afin de s'appuyer sur des données comparables et disponibles. Par ailleurs, si le genre constitue un angle privilégié ici, il ne saurait être dissocié des dynamiques capitalistes et néolibérales qui ont également façonné l'agriculture productiviste contemporaine.

Partie 1 : L'agriculture conventionnelle, une agriculture historiquement « masculiniste » ?

Modèle productiviste et normes de genre : une convergence historique

L'agriculture conventionnelle, fondée sur la maximisation des rendements et la mécanisation intensive, s'est historiquement construite autour de normes masculines. Cette corrélation trouve ses racines dans la Révolution industrielle, où la valorisation de la force physique, la maîtrise technologique et la compétition économique ont été érigées en critères centraux du métier.

Dans un article de 1995, Berit Brandth analysait déjà comment la publicité pour les tracteurs en Norvège façonnait et reflétait les normes de la masculinité rurale. À travers l'étude d'annonces publicitaires, elle montre que la mécanisation agricole n'est pas neutre du point de vue du genre : les tracteurs sont présentés comme des symboles de puissance, de maîtrise technique et de contrôle sur la nature, des qualités traditionnellement associées à la masculinité rurale[1].

1 Rural masculinity in transition: Gender images in tractor advertisements, Berit Brandth 1995 Disponible sur : www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/074301679500007A

C'est également ce que souligne Lyse Saugeres[2] dans son article "Des tracteurs et des hommes : masculinité, technologie et pouvoir dans l'agriculture britannique" où elle montre également que la masculinité rurale en agriculture britannique est fortement liée à la maîtrise des machines agricoles (notamment les tracteurs), à la force physique et à la capacité à dominer la nature. Les compétences techniques requises pour faire fonctionner les machines sont perçues comme une preuve de la supériorité des hommes et servent à justifier l'exclusion des femmes de certaines tâches.
Les travaux d'Alexis Annes et Mario Handfield montrent également que la masculinité rurale est construite autour de la ténacité, du dur labeur et de l'abnégation. Les agriculteurs se décrivent comme « robustes, forts et autoritaires », capables de surmonter les difficultés du métier[3].

Les stéréotypes de genre renforçant l'idée que les hommes seraient « naturellement » plus compétents techniquement, notamment en ce qui concerne la maîtrise des machines agricoles, a grandement marginalisé les femmes dans la profession, en les excluant de l'utilisation des équipements et des tâches considérées comme stratégiques[4].

L'utilisation de machines agricoles de plus en plus puissantes est intrinsèquement liée à des tailles d'exploitation toujours plus grandes. Ainsi, de nombreuses statistiques montrent que les hommes dirigent majoritairement des plus grandes exploitations par rapport aux femmes .[5]

La transmission de la ferme de père en fils n'est pas seulement celle de la terre, mais aussi d'une identité masculine fondée sur la technique et la force. Historiquement, la transmission des exploitations reste largement orientée vers les héritiers masculins, renforçant la domination des hommes dans le secteur[6]. Les garçons bénéficient également d'un accès privilégié à la formation technique et à la gestion des équipements perpétuant ainsi cette prétendue maîtrise naturelle des outils techniques[7].

La socialisation masculine en agriculture s'accompagne d'injonctions de genre : autonomie, force physique, contrôle, compétition, individualisme, et valorisation des activités à haut risque. Ces normes sociales masculines encouragent et légitiment les modèles agricoles conventionnels.

Invisibilisation des agricultrices

Ce processus de modernisation qui a favorisé l'émergence d'une masculinité dominante dans le secteur, et qui a réduit les besoins en main-d'œuvre (agriculture plus fortement mécanisée) , n'a pas seulement entraîné une diminution du nombre d'agriculteurs : elle a également écarté les femmes du travail productif. Cette période marque ainsi une véritable invisibilisation des femmes dans le secteur agricole, au profit d'une figure masculine centrale, à la fois chef de famille et chef d'exploitation. L'ensemble des activités agricoles - qu'il s'agisse des pratiques techniques, des choix stratégiques ou des discours professionnels - sont alors devenus le reflet non seulement de l'identité professionnelle des hommes, mais aussi de leur identité masculine. [8]

Limites écologiques et sociales du modèle productiviste associé aux normes masculines

Aujourd'hui, le modèle productiviste agricole, bien qu'il ait permis une augmentation spectaculaire des rendements, a généré des impacts environnementaux majeurs : épuisement des sols, pollution des eaux, perte de biodiversité, dépendance aux énergies fossiles et aux intrants chimiques. - Les chiffres ne manquent pas pour

2 Of tractors and men: Masculinity, technology and power in British agriculture". Disponible : onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/1467-9523.00207

3 Jeunes agriculteurs hors cadre familial. Les masculinités pour éclairer les nouveaux rapports au métier (Annes & Handfield, 2019) Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2019-2-page-141?lang=fr

4 Agathe Demathieu, Agrigenre - Subvertir la division sexuelle du travail agricole via les techniques. Disponible sur : https://agrigenre.hypotheses.org/16956

5 Oxfam, défricher le genre dans l'agriculture wallonne .

6 Hélène Guétat-Bernard (dir.), Féminin-Masculin. Genre et agricultures familiales, Éditions Quæ, 2021

7 Agathe Demathieu, Agrigenre - Subvertir la division sexuelle du travail agricole via les techniques. Disponible sur : https://agrigenre.hypotheses.org/16956

8 Jeunes agriculteurs hors cadre familial Les masculinités pour éclairer les nouveaux rapports au métier. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2019-2-page-141?lang=fr

évaluer les impacts du modèle agricole intensif : 60 % des oiseaux des plaines ont disparu en 40 ans[9], en Europe, 76 % des insectes volant ont disparu en 3 décennies[10], 32 % pour les sols agricoles européens sont dégradés[11], le TFA, résidu de pesticide PFAS est présent dans 93 % des zones testées en Wallonie, la liste pourrait être encore longue. - Sur le plan social, il a accentué la concentration des terres, la disparition des petites exploitations et la précarisation du travail agricole, tout en maintenant des inégalités de genre marquées[12].

Comme le soulignent Alexis Annes et Mario Handfield, questionner ce modèle et sa pratique professionnelle, c'est in fine questionner et remettre en question "le type d'homme et de femme que sont les agriculteurs et les agricultrices, à leurs yeux, mais aussi aux yeux des autres". [13]

Aujourd'hui, la remise en question des normes traditionnelles, l'intégration de pratiques agricoles alternatives, émergent. Les jeunes générations d'agriculteurs, notamment ceux installés hors cadre familial, commencent à construire des formes de masculinité hybrides, qui pourraient ouvrir la voie à une redéfinition des pratiques et des identités dans le monde agricole.[14]

9 France, CNRS, 2023.

10 PLoS One, 2017.

11 Dégradation des sols en europe, un constat inquiétant. Disponible sur : https://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/home/article/degradation-des-sols-en-europe-un-constat-inquietant

12 Différentes études, livres, agronomes, ONGs, syndicats alertent depuis des décennies sur les effets néfastes de l'agriculture industrielle. Pour en citer quelques uns pour aller plus loin : la Confédération Paysanne, Générations Futurs, Marc Dufumier, Terre de Liens, les différents livres de Jacques Caplat, Silence dans les champs de Nicolas Legendre, etc.

13 Jeunes agriculteurs hors cadre familial. Les masculinités pour éclairer les nouveaux rapports au métier. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2019-2-page-141?lang=fr

14 Jeunes agriculteurs hors cadre familial. Les masculinités pour éclairer les nouveaux rapports au métier (Alexis Annes et Mario Handfield). Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2019-2-page-141?lang=fr#re3no3

En résumé, l'agriculture conventionnelle s'est historiquement développée comme un espace masculin, où la force physique, la maîtrise technique et la domination de la nature constituent les piliers d'une identité professionnelle et sociale valorisée. Cette construction genrée du métier, sans en être la seule cause (// logique capitaliste) a eu pour effet d'exclure et d'invisibiliser les femmes, tout en perpétuant des modèles de gestion et de production aux conséquences écologiques et sociales majeures. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour penser des alternatives durables au système agricole actuel.

Partie 2 : Les défis de genre dans l'agriculture

Après avoir montré dans la première partie comment l'agriculture conventionnelle s'est structurée autour de normes masculines, il est essentiel de replacer les défis de genre actuels dans une perspective historique. Cela permet de mesurer les avancées réalisées mais aussi de souligner les nombreux enjeux de genre auxquels le secteur doit encore faire face, que ce soit en Wallonie ou ailleurs en Europe.

Une lente progression de la reconnaissance des femmes en agriculture

Historiquement, les femmes ont toujours travaillé dans les fermes en Wallonie comme ailleurs, mais leur rôle est longtemps resté invisible ou cantonné à des tâches d'appoint, sans statut officiel. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que la reconnaissance du statut de conjointe-aidante (en Wallonie) a permis une première avancée, même si ce statut reste précaire et peu protecteur. En Wallonie, la part des femmes cheffes d'exploitation stagne depuis trente ans autour de 16 %, malgré une légère augmentation de la visibilité des femmes dans la profession[15] [16]. À titre de comparaison, la France compte aujourd'hui 25 % de femmes parmi les chefs d'exploitation,

15 Etat de l'agriculture wallonne, 2022. Disponible sur : https://etat-agriculture.wallonie.be/contents/indicatorsheets/EAW-A_II_b_4.eewGeneratePdf.do?CSRFTOKEN=TCQ0-PRPU-84YV-61GO-AHK8-D9VG-STMN-8YB1

16 Oxfam : defricher le genre dans l'agriculture wallonne. Disponible sur : https://oxfambelgique.be/publications/defricher-le-genre-dans-lagriculture-wallonne

un chiffre en progression mais qui reste minoritaire. Les femmes cheffes d'exploitation wallonnes disposent en moyenne de 41,5 hectares, contre 59,5 hectares pour les hommes, un écart qui se retrouve dans de nombreux pays européens.[17]

Des freins institutionnels et sociaux communs

Les défis rencontrés par les agricultrices wallonnes sont également observés en France et en Europe. Le rapport d'Oxfam "défricher le genre dans l'agriculture wallonne", met en avant différents défis rencontrés par les agricultrices. Un statut professionnel souvent précaire ou inexistant (conjointe-aidante, salariée familiale sans reconnaissance), un accès limité aux financements et au crédit agricole, des discriminations à l'installation et à l'héritage, une maladaptation des outils et équipements (majoritairement conçus pour les hommes[18] [19]), un moindre accès à la formation technique et aux réseaux professionnels ainsi qu'une faible visibilité dans les instances agricoles.[20] [21]

En Wallonie, comme ailleurs, les femmes sont sous-représentées dans les instances décisionnelles et les syndicats agricoles, où l'ambiance machiste et le sexisme ordinaire persistent[22] (Tchak, 2022). Ce constat est partagé dans de nombreux pays européens, où la féminisation des instances agricoles reste très lente. En France par exemple, sur un ensemble de 54 représentants nationaux des syndicats entre 1946 et 2023, seulement 4 étaient des femmes.[23] Les agricultrices sont sous-représentées dans les différents organismes agricoles. Cette faible participation des femmes dans les instances de décision du monde agricole (syndicats mais aussi centres de recherche, structures para-agricoles, Collège des producteurs et coopératives agricoles) conduit selon Oxfam à une non prise en compte de leurs spécificités, leurs besoins et leurs intérêts dans les politiques agricoles[24]. Cela contribue également à maintenir dans ces instances des normes et des valeurs du modèle productiviste, en étant peu ouvert à la diversité des expériences et des savoirs.

Les écarts de revenus restent également importants : en France, les agricultrices gagnent en moyenne 29 % de moins que les hommes, et la pension de retraite moyenne d'une agricultrice est de 570 €, contre 840 € pour un homme. [25]

Oxfam montre aussi que les aides de la PAC pénalisent les femmes, car elles se concentrent dans les secteurs (céréales, bovin, lait, viande, polyculture, élevage) et les grandes exploitations où les femmes sont moins présentes. D'autres rapports européens confirment que ces aides renforcent les inégalités de genre.[26]
En somme, si la situation des agricultrices s'est améliorée ces dernières années sur certains aspects, les inégalités structurelles et culturelles persistent, en Wallonie comme dans le reste de l'Europe.

17 Oxfam Belgique, 2023.

18 Femmes paysannes et machines agricoles : combattre la domination masculine. L'Empaillé. Consulté le 4 juin 2025, à l'adresse https://lempaille.fr/femmes-paysannes-et-machines-agricoles-combattre-la-domination-masculine.

19 Demathieu, A. (2023, 20 juin). Subvertir la division sexuelle du travail agricole via les techniques. AgriGenre. https://agrigenre.hypotheses.org/16956

20 Oxfam-Magasins du Monde. (2023, 22 novembre). Agroécologie et inégalités de genre : quelles perspectives féministes ? Consulté le 4 juin 2025, à l'adresse https://oxfammagasinsdumonde.be/agroecologie-et-inegalites-de-genre-quelles-perspectives-feministes/

21 Oxfam : defricher le genre dans l'agriculture wallonne. Disponible sur : https://oxfambelgique.be/publications/defricher-le-genre-dans-lagriculture-wallonne

22 Article Tchak, Agriculture : elles sont où, les patronnes ? Dsiponible sur : https://tchak.be/index.php/2022/06/15/agriculture-femmes-sexisme-patronnes-fwa-fugea/

23 Les femmes comme représentantes syndicales dans le milieu agricole français. Disponible sur : https://agrigenre.hypotheses.org/405

24 Oxfam : defricher le genre dans l'agriculture wallonne. Disponible sur : https://oxfambelgique.be/publications/defricher-le-genre-dans-lagriculture-wallonne

25 FEVE : Après l'installation : État des lieux des inégalités de genre dans le monde agricole. Disponible sur : https://www.feve.co/installation/ressources-installation/inegalite-genre-monde-agricole

26 OXFAM / FEVE.

Partie 3 : La révolution agroécologique passerait-elle par les femmes ?

Différentes rapports récents montrent que les femmes agricultrices adoptent plus fréquemment des pratiques agroécologiques que leurs homologues masculins. En Wallonie, le rapport d'Oxfam relève que les femmes cheffes d'exploitation sont surreprésentées dans l'agriculture biologique (22 % de la superficie agricole utile en bio contre 12 % en conventionnel) et privilégient la diversification des cultures, la réduction des intrants chimiques et les circuits courts.[27]

En moyenne, les femmes occupent des exploitations agricoles plus petites que leur homologue masculin. ces exploitations sont en moyenne moins mécanisées, moins capitalistiques et situées dans des secteurs liés à l'élevage, au maraîchage et aux circuits courts.

Dans son mémoire, Sophie Henrotte rappelle que l'agriculture durable ne se limite pas à des techniques, mais implique aussi des dimensions sociales, culturelles et relationnelles. [28]

Le genre est un prisme intéressant pour comprendre l'adoption ou non de pratiques durables, car il façonne les rôles, les responsabilités et les représentations dans le monde agricole. Il faut cependant noter que d'autres variables sont également indispensables pour comprendre l'adoption du modèle conventionnel actuel, comme le capitalisme agricole, privilégiant la rentabilité à court terme, la spécialisation, la concentration des exploitations et la maximisation du profit, souvent au détriment de la diversification, de la résilience écologique et des logiques de soin portées par l'agroécologie.

Deux courants de pensées apportent des clés de compréhension des liens entre le féminisme et l'agriculture durable : le care et l'écoféminisme.

Le courant du care, issu des travaux de Joan Tronto et Carol Gilligan, met en avant l'importance du soin, de l'attention à l'autre et de la responsabilité dans les pratiques sociales. Appliqué à l'agriculture, il valorise une approche attentive aux besoins des humains, des animaux et de la terre. Selon Sophie Henrotte, plusieurs études montrent que les femmes agricultrices sont plus enclines à intégrer cette dimension du soin dans la gestion de leur ferme, en portant attention à la santé des sols, au bien-être animal et à la qualité des relations sociales.[29]

L'écoféminisme, quant à lui, établit un lien entre la domination des femmes et l'exploitation de la nature. Il critique le modèle productiviste, vu comme masculin et extractiviste, et propose une vision où la durabilité passe par la reconnaissance des savoirs et des pratiques féminines, souvent plus respectueuses de l'environnement. L'écoféminisme ne prétend pas que les femmes sont « naturellement » plus écologistes, mais que leur position sociale et historique les conduit à développer des alternatives au modèle dominant.[30]

Comme le souligne Sophie Henrotte, il faut tout de même garder un œil critique sur les dérives essentialistes associées à ces courants. En effet, il ne s'agit pas de postuler une « nature féminine » de la durabilité. Les courants du care et de l'écoféminisme peuvent parfois être récupérés pour enfermer les femmes dans des rôles de « gardiennes de la nature » ou de « soignantes », ce qui invisibilise la diversité de leurs trajectoires et de leurs choix. Elle insiste sur le fait que les inégalités structurelles (accès à la terre, reconnaissance, pouvoir) restent le principal frein à l'adoption généralisée de pratiques durables. Différentes études de cas tendent à montrer que les femmes seraient plus susceptibles d'adopter des pratiques agricoles durables et des mesures agro-environnementales et climatiques (dans les pays du Nord global).[31]

27 Rapport oxfam.

28 Sophie Henrotte : Le rôle du genre dans l'adoption de pratiques agricoles durables. Disponible sur : https://www.futuregenerations.be/sites/www.futuregenerations.be/files/2025_mtafood_08_tfe_sophiehenrotte.pdf

29 Sophie Henrotte : Le rôle du genre dans l'adoption de pratiques agricoles durables. Disponible en ligne sur le site : https://www.futuregenerations.be/sites/www.futuregenerations.be/files/2025_mtafood_08_tfe_sophiehenrotte.pdf

30 Sophie Henrotte : Le rôle du genre dans l'adoption de pratiques agricoles durables . Disponible sur le site : https://www.futuregenerations.be/sites/www.futuregenerations.be/files/2025_mtafood_08_tfe_sophiehenrotte.pdf

31 Azima & Mundler, 2022 / Ball, 2020 / Burton, 2014 / Tourtelier et al., 2023 / Savels et al., 2024 / Wells & Gradwell, 2001 cités par Sophie Henrotte, 2025.

Ces tendances s'expliqueraient notamment par une socialisation différenciée dont l'importance du Care dans la socialisation des femmes. Une étude canadienne montre notamment que les femmes engagées dans des circuits courts ont comme motivation principale un souci de bien être des consommateurs, de la santé de l'environnement et de la justice sociale[32].

Tanguy Martin, s'appuyant sur des travaux de sociologues comme Hélène Guétat-Bernard et Michèle Salmona, explique que les femmes, du fait de leur socialisation et de leur « culture du soin », portent souvent un regard critique sur l'agriculture intensive et techniciste. Elles sont plus enclines à s'orienter vers l'agriculture biologique, la polyculture, les circuits courts,à privilégier la qualité, la durabilité, la relation au vivant et aux animaux et à questionner la domination de la nature et proposer des alternatives agroécologiques.[33]

Un autre facteur expliquant la prédominance des femmes dans les filières biologiques, les circuits courts ainsi que sur des exploitations de plus petite taille, sont les inégalités qui structurent le secteur comme nous l'avons vu plus haut : l'accès limité à la terre, aux formations (notamment mécanique), aux crédits (comme vous pouvez l'écouter dans le podcast de Cécile) et aux statuts légaux…

Malgré des obstacles les agricultrices engagées dans l'agriculture biologique, les circuits courts et les formes d'agriculture alternative, développent des stratégies créatives pour surmonter les contraintes structurelles[34].
Les syndicats plus progressistes et attachés à une agriculture durable (comme la Via Campesina au niveau européen ou la Confédération Paysanne au niveau français) voient d'ailleurs une représentation des femmes nettement plus élevée par rapport aux autres syndicats plus conventionnels. Ces syndicats, où la parité est érigée en principe fondamental et où les femmes peuvent faire entendre leur voix et principes, se battent pour un système agricole plus durable et plus juste. Une meilleure représentation des femmes plus globale dans les instances de décisions syndicales pourrait peut être influencer des mesures pour des pratiques plus justes et plus respectueuses de l'environnement. Il reste cependant important de noter que l'engagement des femmes dans la durabilité n'est pas automatique ni universel et qu'il varie selon les contextes, les filières et les trajectoires individuelles[35] [36].

Comme nous l'avons vu, l'association de pratiques plus durables aux femmes n'est ici en aucun cas une vision essentialiste qui associerait systématiquement femmes et durabilité mais relève plutôt du contexte historique d'une agriculture marquée par des normes masculines et d'une certaine socialisation des femmes dans le monde agricole. Tout de même, cette prépondérance des femmes dans les systèmes agricoles alternatifs et durables constitue un levier positif de changement pour le secteur agricole dans sa globalité. Mettre en valeur ces initiatives durables portées par les femmes, donner accès aux mêmes avantages que les hommes (accès à la terre, formations etc) ainsi qu'accorder une plus grande importances aux femmes dans les prises de décisions et les syndicats agricoles pourrait peut être faire pencher le modèle agricole dominant.

32 Azima & Mundler, 2022 The gendered motives and experiences of Canadian women farmers in short food supply chains: Work satisfaction, values of care, and the potential for empowerment. Journal of Rural Studies.

33 Les femmes, avenir de l'agriculture française? Tanguy Martin. Disponible sur : https://www.agrobiosciences.org/agriculture-115/article/les-femmes-avenir-de-l-agriculture-francaise

34 Ball, J. A. (2020). Women farmers in developed countries: A literature review. Agriculture and Human Values, 37(1), 147-160.

35 Tourtelier & al, 2023. Disponible sur : www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016723001341

36 Sophie Henrette.

Semer la sororité

Récit d'un chantier en non mixité avec les Brigades d'Actions Paysannes chez Cécile Pierre Au jardin des Abeilles

Juliette Perrinet

Le dimanche 9 mars 2025, au lendemain de la Journée internationale des droits des femmes, une quinzaine de brigadistes* se sont retrouvées au Jardin des Abeilles, près de Tournai, pour une journée de chantier collectif en non-mixité. Cet espace, où Cécile cultive des fraises de pleine terre, des tomates, des melons, des courges, est un véritable havre de paix où l'agriculture se fait dans le respect de la nature, sans pesticides ni engrais chimiques.

Sous un beau soleil printanier, la journée a débuté avec enthousiasme par la taille des fraisiers dans deux des serres. D'une serre à l'autre, l'ambiance est joyeuse et conviviale : les rires fusent et les anecdotes circulent. On peut dire que la non-mixité a immédiatement instauré un climat de bienveillance et de liberté, où la parole se libère sans encombre entre les participantes. Dans cet espace protégé, les échanges sont plus naturels, sans pression ni jugement.

À l'heure du déjeuner, préparé par Cécile, les chants de la veille résonnent encore ! Des chants féministes et des rires se mêlent. Ce moment de partage renforce les liens du groupe et crée un vrai sentiment de solidarité. Certaines imaginent déjà revenir ici prochainement lors de la tonte des alpagas et organiser un atelier pour fabriquer des semelles en laine !



Il est déjà 14 heures, et le groupe se divise selon les envies : certaines retournent à la taille des fraisiers, d'autres se lancent dans la construction d'une nouvelle clôture pour les cochons, tandis qu'un petit groupe s'attelle à déplacer et remettre en forme les toilettes sèches, un peu penchées. On manie les outils, on visse, on troue, on scie, on plante… Personne pour interrompre ou montrer comment « mieux faire », personne pour prendre l'outil des mains pour aller plus vite ou faire les choses «plus efficacement». En toute simplicité, chaque brigadiste peut partager son savoir-faire. Quand le sciage d'une planche devient trop fatigant pour l'une, une autre prend naturellement la relève. Chacune trouve sa place et contribue à sa manière.

C'est aussi ça, la non-mixité : un cadre propice à l'expérimentation, où l'on peut essayer sans avoir peur du regard des autres, où l'on prend son temps pour découvrir un outil jamais utilisé auparavant ou pour faire une pause lorsque le corps en ressent le besoin. Cela permet de travailler dans une atmosphère bienveillante, loin des attentes genrées souvent présentes dans d'autres espaces de travail.

La journée s'est terminée au soleil couchant, autour d'une bière au miel de la ferme. Tous les objectifs du chantier ont été atteints avec succès. Une belle journée de sororité, et une première pour les Brigades d'actions paysannes, un chantier en non mixité.

Ecoutez le témoignage de Cécile enregistré lors de cette journée . Elle nous livre les difficultés auxquelles elle doit faire face en tant que femme dans le milieu agricole. Elle nous témoigne également la force du collectif et de la sororité lors de ces moments entre femmes.

Pour écouter son récit, rendez vous sur : echosdepaysannes.com ou scannez le QR code.

*Membres des Brigades d'actions paysannes, réseau citoyen d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire. Ils se mobilisent depuis la base pour soutenir directement des actions / chantiers en soutien aux paysan·ne·s.



pour aller **plus** loin...

Notre sélection de ressources complémentaires pour ceux et celles qui souhaitent approfondir les sujets abordés dans cette édition.

Podcasts



Les couilles à la ferme | 2 épisodes
Les couilles sur la table
[59 minutes]

Paysannes en lutte | 2 épisodes
Un podcast à soi
[59 minutes]

Féminismes indigènes, écologie & décolonialité - *Rencontre avec Thaline Karajá*
[29 minutes]

Livres



Il est où le patron ? Chroniques de paysannes
Maude Bénézit
Marabulles, 2021
Bande-dessinée

Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive
Silvia Federici
Entremonde, 2016

Paysannes. Histoire de la cause des femmes dans le monde agricole (des années 1960 à nos jours)
Jean-Philippe Martin
Atelier Ed De L', 2025

Documentaire

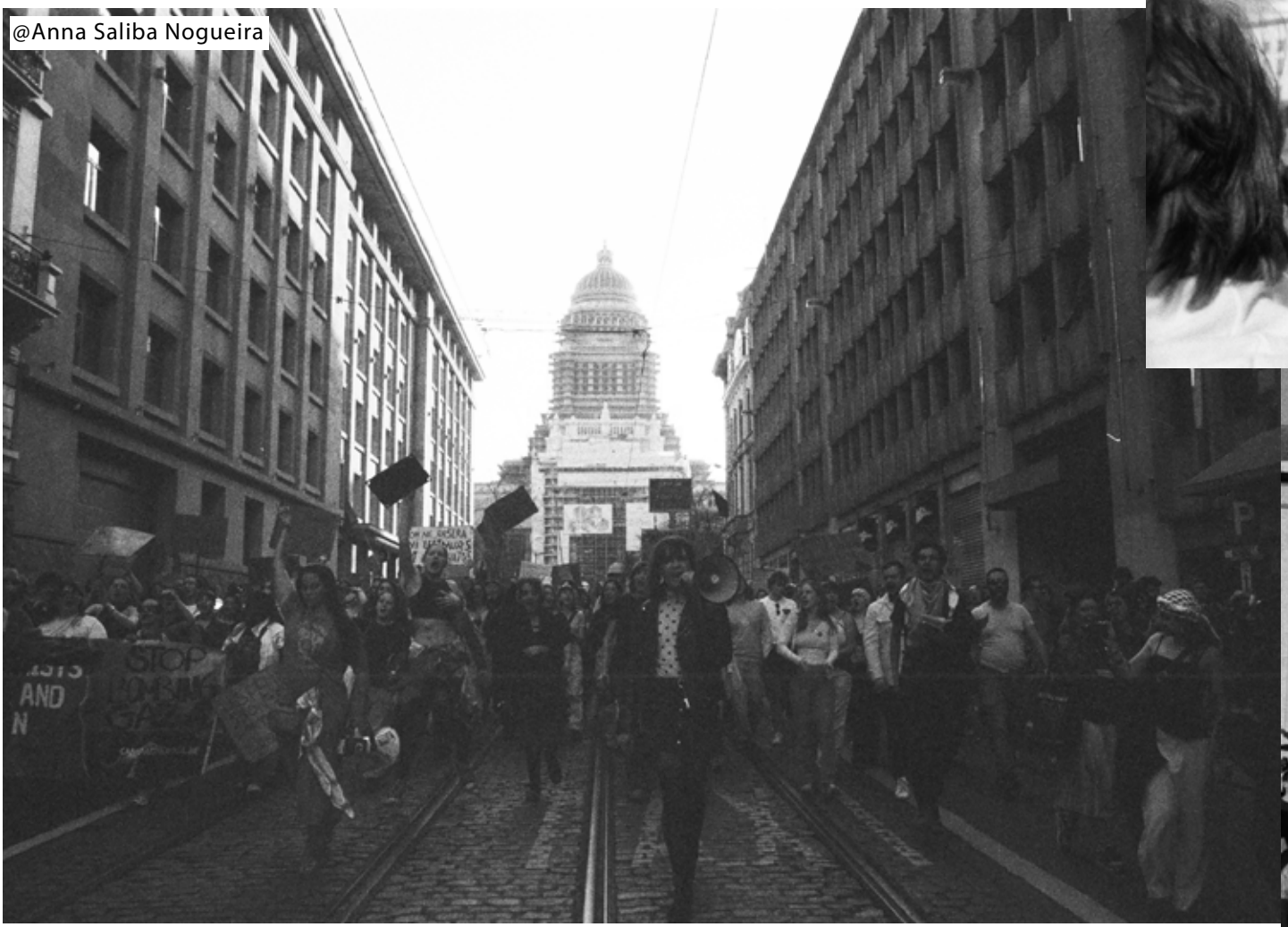


ArteFr. Amazonie : la bioéconomie pour préserver la forêt
Arte
[5 minutes]

EN IMAGES

8M25 à Bruxelles

Photographies : Anna Saliba Nogueira et Francis Duwyn







Au cœur de Bruxelles, une mobilisation féministe chaque année plus grande et festive : pour l'IVG libre, la fin des violences de genre, les droits des femmes migrantes et racisées, et une grève contre le système d'exploitation patriarcale sous toutes ses formes.



@Anna Saliba Nogueira

Images réalisées en argentique 35mm


@Anna Saliba Nogueira


SiRi, define
'SYSTEMIC
INEQUALITY'
nos corps
nos genres
nos choix
IKEA



@Francis Duwyn



Les Nouvelles Fermes

Rêverons-nous tous de moutons électriques ?[1]

En 1945, Boule-de-Neige, le cochon communiste en pleine campagne électorale, s'engage à bâtir une éolienne pour alléger la pénibilité au travail de ses pairs de toutes les espèces. Napoléon, son homologue totalitaire, tourne l'idée à la dérision pour discréditer son adversaire, mais sans succès. La solution : envoyer les chiens à sa poursuite. Un geste éminemment stratégique qui, maintenant seul en liste, lui permettra de remporter les élections. Une fois bien établi, notre cher dirigeant porcin décide alors de se réapproprier le projet d'éolienne et de le remettre sur la table, ou plutôt de l'imposer, pour justifier deux ans d'austérité à La Ferme des Animaux[2].

Plus récemment, avec la croissance d'internet, un nouveau type de ferme s'installe à l'international, celle qui abrite des données. Google aurait investi cinq milliards[3] d'euros, en partie pour déployer un data center (centre de données[4]) à Saint-Ghislain. Auxquels va s'ajouter un milliard[5] pour installer une autre ferme à Farcienne. Mais à quoi servent-elles ? Entre autres, à héberger les intelligences artificielles nouvellement nées, mais aussi à contenir les nuages[6] qui ne flottent plus seulement au-dessus des usines. Tout est bon dans le cloud[7]…

Ces cités-machines sont maintenant en concurrence avec leurs centrales nucléaires nourricières, tout aussi assoiffées d'eau[8]. C'est l'histoire du serpent qui se mord la queue en tire-bouchon. Bien que Google communique en grandes pompes sur leur volonté de transitionner vers l'énergie solaire[9] et que d'autres comptent sur les flatulences bovines[10], on se demande si, en plus de fermer le robinet lorsqu'on se brosse les dents, on ne devrait pas aussi regarder nos vidéos en 480p[11]. Ou encore, arrêter de demander à ChatGPT s'il fera beau demain, car les experts semblent plutôt sceptiques.

Mais ne nous inquiétons pas, si tout se passe comme dans les romans d'anticipation, nous serons bientôt tous, un.e et unique, sur le grand serveur mondial. Numérisé dans une paix globale. Plus de guerre de genres, de nations ou d'égos. Tous dilués ensemble et branchés sur la même étable numérique. Ce qui devrait quand même pas mal alléger le grand algorithme de ciblage publicitaire.

"Ubik est à portée de votre main. Éviter tout usage prolongé."

Philip K. Dick, Ubik (1969)[12]

1 shop.pub-ulb.be : *Blade Runner*, Phillip K. Dick, J'ai Lu

2 shop.pub-ulb.be : *La Ferme des Animaux*, Georges Orwell, JDH

3 rtl.be : Google va investir 1 milliard d'euros de plus en Wallonie, qui joue "un rôle crucial pour l'infrastructure mondiale" du géant américain

4 Wikipedia : Centre de données.

5 rtl.be : Google va investir 1 milliard d'euros de plus en Wallonie, qui joue "un rôle crucial pour l'infrastructure mondiale" du géant américain

6 Wikipedia : Cloud computing

7 Ibid.

8 inrae.fr : Sécheresse, crise énergétique et nucléaire en France, quels liens ?

9 blog.google : Time to shine: New solar facility and an additional data center in Belgium

10 actu-environnement.com : La start-up Datafarm Energy mise sur la méthanisation pour son premier datacenter

11 francoischarron.com : Tableau comparatif de la consomation de données sur YouTube et Netflix

12 shop.pub-ulb.be : *Ubik*, Phillip K. Dick, J'ai Lu

MAUVAIS

INTERNET VA S'EFFONDRER ! | LIMIT #DataCenter #Revolution

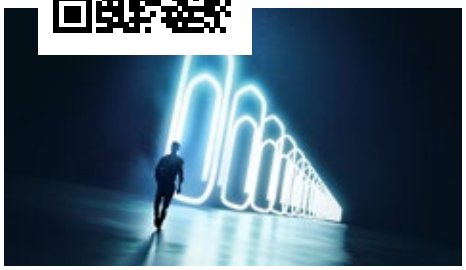
Un reportage réalisé par LIMIT et présenté par Vinz Kanté [28 minutes]

Dans l'esprit de la monoculture industrielle, les GAFAM[1] semblent vouloir "recentraliser"[2] internet sur leurs serveurs pour s'accaparer l'offre d'une demande constamment croissante et qui, en 2027, pourrait atteindre la consommation énergétique annuelle des Pays-bas. Tout en circulant dans les bureaux d'Infomaniak, Vinz nous présente cette nouvelle entreprise suisse pour laquelle atteindre le monopole de Google serait un échec, tout en cherchant à minimiser l'impact de son data center avec, entre autre, le réusage de la chaleur émise par les serveurs pour chauffer des logements sociaux.



L'horreur existentielle de l'usine à trombones.

Un essais vidéo écrit, réalisé et narré par EGO [38 minutes]



Peut-être connaissez-vous les jeux incrémentaux[3] ? Popularisé par FarmVille qui faisait rage sur Facebook il y a quinze ans, l'objectif est généralement de maximiser les profits d'une entreprise virtuelle (usine à cookies, minage, agroalimentaire…) en optimisant passivement sa production grâce à des investissements judicieux dans différentes améliorations. Ici, pour notre usine à trombones il faut acheter les matériaux de base, étudier les lois du marché, automatiser la fabrication, jouer à des jeux de stratégie, écrire des poèmes… Heu… Tout ça pour des trombones ? Si ce prémisse vous intrigue, je vous invite à visionner l'essai vidéo créé par EGO. Bien qu'avec un démarrage en haut-débit verbal, c'est grâce à sa narration qu'il vous plongera progressivement par delà le vertige d'une ampleur cosmique. Vous aurez été averti…

Les impacts environnementaux du numérique dans le monde | Simbios

Trois épisodes du Podcast du Numérique et de l'Environnement par Simbios, présenté par Guillaume Wolf [7, 3 et 10 minutes]

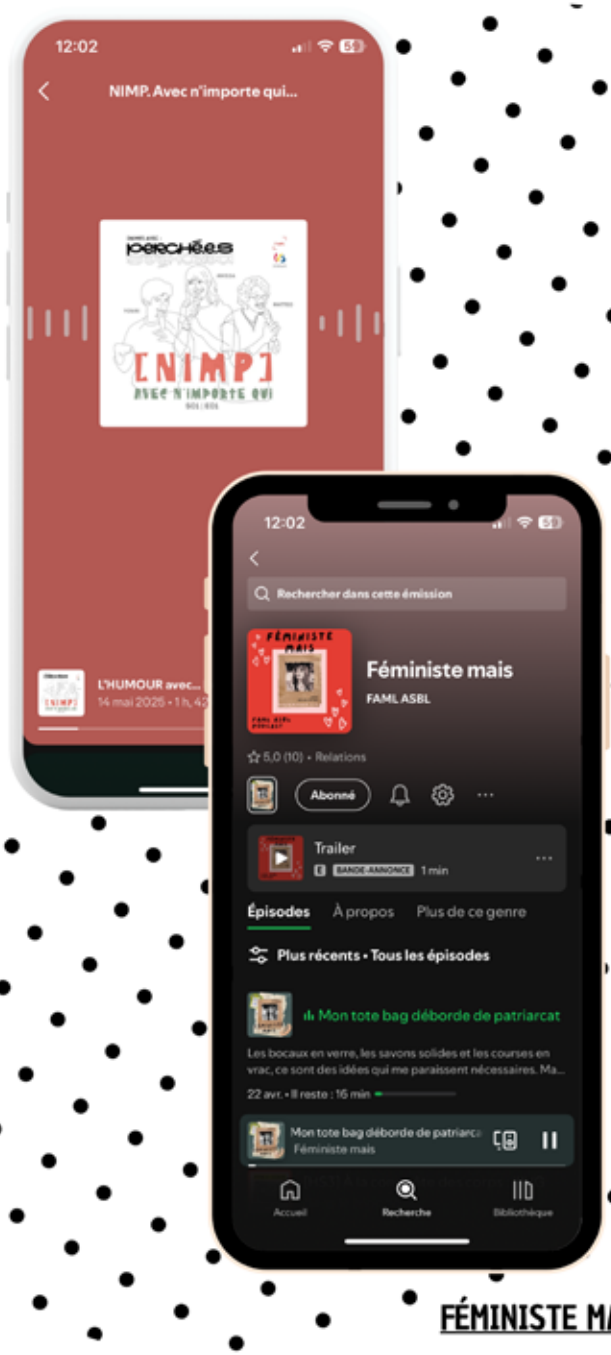
Dans cet hybride entre l'article de blog et le podcast, Guillaume nous aide à décortiquer l'étude récente sur l'impact environnemental du numérique faite par greenIT[4], tout en proposant aussi quelques bonnes pratiques. L'étude remet en perspective celles datant de 2019, qui auraient légèrement surévalué l'empreinte carbone du grand réseau mondial. N'en déplaise aux éco-anxieux, les valeurs du numérique restent tout de même conséquentes. Vous trouverez les différents épisodes en début d'article, avec une quatrième partie à venir.

1 Wikipedia : GAFAM
2 Wikipedia : Redécentralisation d'Internet
3 Wikipedia : Jeu incrémental
4 greenit.eco : Impacts environnementaux du numérique dans le monde 2025

NOUVEAUX ÉPISODES DE PODCAST

PRODUCTIONS FAML ASBL

NIMP. AVEC N'IMPORTE QUI



ÉCOUTEZ SUR VOTRE PLATEFORME PRÉFÉRÉE :

AVEC LE SOUTIEN DE :

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

FÉMINISTE MAIS